

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2010
(ILE-DE-FRANCE)
NOR : *ASET1050233M*
IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Ile-de-France (FRTTP) ;
La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,
pour la section travaux publics,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2010, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
I	1	100	17 770
	2	110	18 000

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
II	1	125	18 840
	2	140	20 960
III	1	150	22 325
	2	165	24 600
IV		180	26 820

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)